

OMERTA au Collège d'Europe ?

Chaque année, des insultes sexistes et des comportements inappropriés sont dénoncés au sein de ce haut lieu de formation de « professionnels de l'Europe ». Que les autorités de l'institution continuent d'ignorer.

PAR SORAYA GHALI • ILLUSTRATIONS : CHARLES MONNIER

C'est une lettre rédigée avec révolte et espoir, qui est envoyée au Vif/L'Express en novembre dernier. Celle de Xavier (1), 26 ans, promotion 2017-2018 du Collège d'Europe, à Natolin, une réplique polonaise de Bruges, créée en 1992 pour accompagner l'élargissement à l'Est. Avec ces mots, en conclusion : « Tout le monde est silencieux, et celui qui parle est exclu. »

Le Collège d'Europe, à Natolin, tout près de Varsovie : comme à Bruges, l'établissement privé forme de futurs fonctionnaires et experts de l'Union européenne. Chaque année, quelque 130 étudiants d'une trentaine de nationalités y suivent un cursus postuniversitaire de dix mois. Moyenne d'âge : 25 ans. N'entre pas qui veut : une sélection sévère et un tarif élevé (25 000 euros l'année en pension complète). Pour ce prix, le collège décharge les élèves de tout souci matériel. Le campus est situé dans une ancienne propriété royale au milieu d'un parc de 120 hectares truffé de cerfs et de lièvres. Pour achever le tableau, on a construit une bâtisse de luxe clinquante avec restaurant, service de nettoyage, sauna et salle de sport près des anciennes écuries, transformées en bibliothèque. Se faire à manger est interdit. Un self-service est assuré, où les étudiants petit-déjeunent, déjeunent et dînent ensemble, sept jours sur sept. C'est une volonté de l'institution : la vie en communauté fait entièrement partie de l'expérience éducative du Collège d'Europe. Un microcosme, donc, « isolé du monde extérieur », « un entre-soi », que certains étudiants ont baptisé « la cage dorée ».

Voilà donc les éléments du décor.

« La main aux fesses »

Dès les premières semaines de la rentrée 2017, trois étudiantes confient leur malaise à plusieurs de leurs pairs, dont Xavier. Elles rapportent des comportements inappropriés de la part de trois jeunes hommes. Ils ont eu lieu lors de soirées, sur le campus. Ainsi la première raconte que l'un d'eux « lui a arraché des baisers, s'est frotté contre elle et lui a mis la main aux fesses ». La seconde relate qu'un soir, alors qu'elle quitte le bar réservé aux étudiants pour rentrer dormir, l'un des condisciples insiste lourdement pour la suivre dans sa chambre. Elle refuse, lui répète qu'elle ne souhaite pas passer la nuit avec lui. S'ensuivent des négociations, des pressions pour obtenir des « faveurs sexuelles ». Elle dit et redit non. La troisième, enfin, décrit une scène lors de laquelle l'un des jeunes hommes a brandi son pénis et le lui a collé sur la cuisse. Elle réagit en haussant le ton, puis le repousse.

Xavier se sent le devoir de tirer la sonnette d'alarme auprès de la hiérarchie académique. Son entreprise fera pschitt. Quelques réunions ont bien été organisées... Mais aucune réelle mesure n'a été annoncée, aucune enquête interne n'a été menée. Alors, face à cet « immobilisme » et à l'« intimidation dont lui et d'autres personnes ont fait l'objet », Xavier a choisi de contacter Le Vif/L'Express pour informer sur « l'atmosphère d'omerta ».

Notre enquête a permis de découvrir que la promotion 2017-2018, baptisée Simone Veil, a été secouée par une multitude de tensions et des divisions. Une enquête menée en dépit d'énormément de réticences (tant de la part des étudiants que des autorités) et toujours sous le sceau de l'anonymat. Les victimes ont véritablement ressenti que la parole leur avait été confisquée, reprochant à Xavier, dont l'initiative n'a pas fait l'unanimité parmi ses homologues, d'être parti bille en tête dénoncer ces agissements sans avoir sollicité leur consentement.

→ « Ce n'était pas son rôle. Nous regrettons que, comme c'est le cas bien trop souvent, la parole des femmes ait été accaparée », détaillent les associations étudiantes (2). Quant à l'établissement, il aurait réagi guidé par la « seule volonté de préserver la réputation de l'établissement », dont les fonds proviennent de l'Union européenne.

Personne, parmi les étudiants actuels comme anciens, n'a pourtant été surpris. Tous décrivent une organisation où le sexisme insidieux règne. « Il y a toujours l'idée que, dans un lieu de savoir, avec des gens de haut niveau de qualification, une élite intellectuelle, on échapperait aux violences sexistes et sexuelles. C'est évidemment totalement faux », souligne Rafaele, un ancien de Natolin diplômé en juin 2017. Le phénomène n'est ni nouveau, ni inconnu pour le Collège d'Europe et les ex-étudiants. Ainsi, parmi ces derniers, trois de la promo précédente, qui porte le nom de John Keynes, ont pris l'initiative de diffuser un questionnaire sur le sexisme subi par les élèves sur le site de Natolin. Sur 124 messages expédiés mi-mars 2018, ils ont reçu 75 réponses, dont près de la moitié données par des jeunes hommes. Selon ce qui ressort du sondage, près de 20 % des étudiantes se voient systématiquement dénigrées, soupçonnées d'incompétence durant les travaux de groupe, quand d'autres sont victimes de propos vulgaires voire de moqueries sur leur apparence physique. Sans compter celles et ceux qui confient avoir été témoins de cas problématiques – un élève sur quatre. Mais ils déclarent se sentir bien démunis et ignorer comment réagir. « Cette consultation met en lumière que ce sexisme n'est pas le fait d'une minorité trop sensible », commente l'un des initiateurs. Parallèlement, des étudiants brugeois ont également interrogé leurs camarades. A Bruges, c'est le nom d'un enseignant qui revient régulièrement. Il semble que ce dernier soit réputé pour des gestes inappropriés et répétés à l'égard de jeunes femmes. Le rectorat fermerait les yeux. Il y est également question de commentaires sexuels et déplacés, de blagues sexistes, d'attitudes viriles, de remarques dévalorisantes, de code vestimentaire imposé pour le bal qui clôt l'année

d'étude.

« **Des malentendus culturels** » Ces rapports, assortis de propositions, ont été rendus à la direction. Celle-ci reconnaît l'existence de ces pratiques mais, selon des sources internes, réagit avec « passivité ». Ces sources dénoncent un « double discours » entretenu par l'institution. « C'est toujours la même hypocrisie. Ici, on compte sur le départ des étudiants d'une promotion pour enterrer cette situation », résume Xavier. Ainsi après avoir eu connaissance des faits qui se sont déroulés à Natolin l'an dernier, la direction a répondu, dans un premier temps, qu'il fallait voir ces événements « comme des malentendus culturels ».

En interne, une majorité de témoins s'entendent pour dire que cette « tolérance sur ces questions » contribue finalement à réduire le problème et à engendrer une « omerta ». Le Collège d'Europe, c'est avant tout un réseau, avec un aspect « club » certain, et un puissant annuaire d'anciens. Une liste de 13 000 diplômés, qui peuplent les institutions communautaires, les cabinets d'avocats, les conseils de lobbying, les grandes entreprises ou les organisations internationales, installés à Bruxelles. « Beaucoup n'osent pas aller plus loin par peur pour leur carrière future. Ils craignent d'être écartés du groupe en parlant de sujets qui fâchent, alors que l'école permet de constituer un réseau professionnel, à travers une intense vie associative », avance Rafaele et Xavier, sur lequel s'est abattu une pluie de messages insultants et menaçants. La plupart des étudiants continuent en effet, veulent « monter » à la capitale, et espèrent une

inscription au *blue book*, une base de données de CV dans laquelle la Commission choisit ses stagiaires.

Les témoins évoquent encore des éléments qui peuvent dissuader les élèves de parler, comme « le manque de confiance d'étudiants provenant de pays où l'Etat de droit s'applique mal ou peu, les difficultés pour les non-Européens de porter plainte au sein de l'Union et de voir leur plainte aboutir, parfois l'endettement pour payer les frais de scolarité ». Natalia, promo 2017, ne parle pas d'omerta, plutôt de « tabou dans un contexte singulier, un huis clos qui mêle proximité, cultures et âges différents ».

A cela s'ajoute, en partie, à Natolin, un campus qui évolue dans un environnement conservateur, un pays où les questions des femmes demeurent crispées. Tout en estimant que les dérives sexistes peuvent avoir lieu partout, « la direction et l'encadrement, dont la majorité est polonaise, ne sont pas culturellement préparés à ça. Ils ont tendance à ranger un peu facilement ces faits dans la catégorie "blagues lourdes", sans prendre conscience de la gravité des faits », explique l'une de nos sources. Selon elle, cette incapacité rend compte d'une bigoterie.

En réponse aux sollicitations du Vif/L'Express, Lukasz Dobromirski, directeur des affaires étudiantes sur le site de Natolin, reconnaît, dans un courriel, « qu'à quelques reprises par le passé, certains actes d'étudiant.e.s ont transgressé les barrières personnelles d'autres étudiant.e.s ». Il indique que le collège organise « un atelier sur les différences culturelles et sur l'importance de

construire des relations respectueuses dans un environnement multiculturel », et qu'un autre sur le consentement vient de voir le jour. Or, « ceux-ci ne sont pas obligatoires et ont lieu en même temps qu'un atelier sur les négociations internationales et la diplomatie, auquel tous se pressent », déplore une ancienne assistante académique. Enfin, poursuit Lukasz Dobromirski, l'établissement a mis en place très récemment ce qu'il définit comme un processus à appliquer en cas de harcèlement sexuel. En cas de plainte, il prévoit de saisir directement un comité interne au collège, dont seul le recteur ou le vice-recteur peut décider de la composition. « Ce comité n'a aucune légitimité, d'autant plus si la personne accusée fait partie de l'administration ou du corps académique », s'indignent les associations étudiantes. Elles regrettent l'inaction en amont et citent l'absence d'une politique de prévention et d'un mécanisme permettant aux victimes de se confier en toute sécurité, ou encore des lacunes en matière de sensibilisation aux stéréotypes de genres dans le cursus. Xavier, lui, juge sévèrement son passage au Collège d'Europe. « La grande majorité de mes camarades ne viennent là que parce qu'ils se disent qu'ils feront une supercarrière, dans une logique utilitariste, bien éloignés de l'image de pro-Européens engagés et nourris d'idéal. » Au fond, le phénomène est simple : une institution incapable de changer et une culture machiste portée, propagée, même inconsciemment, par ses anciens, qui se retrouvent ensuite dans les institutions européennes, les gouvernements, les organisations internationales... ▣

(1) Tous les prénoms ont été modifiés à la demande des intéressés.

(2) Réponse commune envoyée au Vif/L'Express par les deux associations étudiantes qui défendent l'égalité des genres (Bruges et Natolin). Leurs membres ne souhaitent pas que leurs noms soient mentionnés explicitement.